



TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMENAGEMENT DE SITES TERTIAIRES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Numéro de procédure : UR287-2025-02

Document commun à tous les lots

Procédure adaptée

- *Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)*
- *Articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)*
- *Articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique (maîtrise d'ouvrage publique)*

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet – Contexte

La liste des travaux susceptibles d'être réalisés dans le cadre des accords cadre conclus à l'issue de la procédure de passation relève de la liste définie à l'avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique (NOR : ECOM1831820V), pris en application des articles L1111-2 et L1121-2 du code de la commande publique. Ils appartiennent aux catégories suivantes :

45,31	Travaux d'installation électrique	Cette classe comprend l'installation dans des bâtiments ou d'autres projets de construction des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- câbles et appareils électriques ;- systèmes de télécommunication ;- installations de chauffage électriques ;- antennes d'immeubles ;- systèmes d'alarme incendie ;- systèmes d'alarme contre les effractions ;- ascenseurs et escaliers mécaniques ;- paratonnerres, etc.	45213316 45310000 (sauf : 45316000)
45,33	Plomberie	Cette classe comprend l'installation dans des bâtiments ou d'autres projets de construction des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- plomberie et appareils sanitaires ;- appareils à gaz ;- équipements et conduites de chauffage, de ventilation, de réfrigération ou de climatisation ;- installation d'extinction automatique d'incendie.	45330000
45,41	Plâtrerie	Cette classe comprend : <ul style="list-style-type: none">- la mise en œuvre dans des bâtiments ou d'autres projets de construction de plâtre ou de stuc pour enduits intérieurs et extérieurs, y compris les matériaux de lattage associés.	45410000
45,42	Menuiserie	Cette classe comprend : <ul style="list-style-type: none">- l'installation de portes, de fenêtres, de dormants de portes et de fenêtres, de cuisines équipées, d'escaliers, d'équipements pour magasins et d'équipements similaires, en bois ou en d'autres matériaux, non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux ;- les aménagements intérieurs tels que plafonds, revêtements muraux en bois, cloisons mobiles, etc.	45420000
45,43	Revêtement des sols et des murs	Cette classe comprend la pose dans des bâtiments ou d'autres projets de construction des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- revêtements muraux ou carrelages en céramique, en béton ou en pierre de taille ;- parquets et autres revêtements de sols en bois, moquettes et revêtements de sols en linoléum ;- y compris en caoutchouc ou en matières plastiques ;- revêtements de sols et de murs en granito, en marbre, en granit ou en ardoise ;- papiers peints.	45430000
45,44	Peinture et vitrerie	Cette classe comprend : <ul style="list-style-type: none">- la peinture intérieure et extérieure des bâtiments ;- la teinture des ouvrages de génie civil ;- la pose de vitres, de miroirs, etc.	45440000

Les accords cadre qui découleront de la consultation ont pour objectif de permettre aux responsables d'exploitation de chaque site de faire réaliser, à la demande et dans délais optimaux, des travaux permettant la réalisation des ouvrages découlant des opérations susvisées.

Les sites concernés sont indiqués en annexe 2 du présent document.

Les ouvrages et travaux relevant des opérations visées aux présents contrats relèvent de la catégorie des ouvrages de bâtiment.

Les conditions particulières d'exécution et prescriptions techniques relatives à ces opérations sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché (CCAP), commun à l'ensemble des lots, ainsi que dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot.

1.2 – Parties contractantes – Maîtrise d’ouvrage

Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part:

L'URSSAF Normandie, en qualité de pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage

Et

- D'autre part : l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le présent CCAP par l'expression « *le titulaire* ».

Organisation de la maîtrise d’ouvrage

Les opérations de travaux prévus dans les accords cadre qui seront conclus s'inscrivent dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires du code de la commande publique relatives à la maîtrise d'ouvrage publique, l'URSSAF Normandie exerçant la maîtrise d'ouvrage publique desdites opérations (articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique).

■ La maîtrise d'ouvrage est exercée par la Directrice, Mme Sandra AUZANNET AUBINEAU,

■ Assisté de :

Mme Ingrid HERANVAL
Responsable adjointe logistique
Tél : 02 35 58 39 79
Courriel : ingrid.heranval@urssaf.fr

■ Sauf stipulation contraire en cours d'exécution des contrats, la maîtrise d'œuvre des opérations de travaux est exercée en interne, par l'organisme.

1.3 – Procédure – Forme de contrat – Réglementation applicable

Procédure, forme de contrat

La procédure utilisée est la procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique).

Chaque contrat conclu sera un accord cadre mono-attributaire relatif à des travaux, passé à prix unitaires sous forme de marché subséquent s'exécutant par bon de commande (sans remise en concurrence) et en application :

- Du code de la commande publique
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

Réglementation applicable

L'exécution de chaque accord cadre sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), en vigueur, sauf dérogations mentionnées au présent document.
- Toute autre réglementation afférente à son objet, en sus des spécifications détaillées au CCTP.

1.4 – Allotissement – Ouvrages et quantités

Ouvrages et quantités

Les ouvrages sont souscrits selon les besoins et quantités qui seront définies dans les marchés subséquents s'exécutant par bons de commandes successifs, sur la base des devis produits par les entreprises titulaires à la demande de l'organisme, ainsi que les documents particuliers de chaque accord cadre.

Les types d'ouvrages qui seront réalisés sont décrits dans les CCTP propres à chaque lot.

Les montants maximaux des accords-cadres, sont, par lots, les suivants pour la durée de l'accord cadre :

Lot n°1-Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Eure (27) Lot n°2-Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Seine-Maritime (76) Lot n°3-Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Calvados (14) Lot n°4-Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Orne (61) Lot n°5-Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Manche (50)	100 000€ HT pour chaque lot relatif aux travaux de dépose et pose de vitrerie sur la durée de l'accord cadre
Lot n°6-Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Eure (27) Lot n°7-Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Seine-Maritime (76) Lot n°8-Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Calvados (14) Lot n°9-Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Orne (61) Lot n°10-Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Manche (50)	250 000 € HT pour chaque lot relatif aux travaux de peinture et pose de revêtements sur la durée de l'accord cadre
Lot n°11-Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Eure (27) Lot n°12-Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Seine-Maritime (76) Lot n°13-Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Calvados (14) Lot n°14-Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Orne (61) Lot n°15-Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Manche (50)	250 000 € HT pour chaque lot relatif aux travaux de pose et dépose de menuiseries intérieures sur la durée de l'accord cadre
Lot n°16-Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Eure (27) Lot n°17-Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Seine-Maritime (76) Lot n°18-Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Calvados (14) Lot n°19-Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Orne (61) Lot n°20-Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Manche (50)	200 000 € HT pour chaque lot relatif aux travaux d'électricité sur la durée de l'accord cadre
Lot n°21-Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Eure (27) Lot n°22-Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Seine-Maritime (76) Lot n°23-Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Calvados (14) Lot n°24-Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Orne (61) Lot n°25-Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Manche (50)	150 000 € HT pour chaque lot relatif aux travaux d'électricité sur la durée de l'accord cadre
Montant total	4 750 000,00 € HT

- Chaque marché subséquent s'exécutera par l'émission de bons de commandes (sans remise en concurrence) et selon les modalités définies dans les documents particuliers (articles R2162-8 et R2162-9 du code de la commande publique) ;

- L'ensemble des dépenses ne pourra pas dépasser le montant maximum indiqué ci-dessus pour chaque lot, ne figurant en rien d'engagement de commande à la hauteur de ces valeurs.

Il est rappelé aux candidats qu'en vertu des dispositions régissant les bons de commandes, l'atteinte du montant maximum constitue une condition résolutoire impérative de l'accord cadre, quelle que soit la durée d'exécution restante.

Allotissement

La présente consultation est allotie en 25 lots, dont le périmètre et les intitulés sont détaillés en annexe 1 du présent document. Les classifications CPV correspondantes sont indiquées, pour chaque type de lot, dans l'avis mentionné à l'article 1.1 du présent document.

Les candidats peuvent déposer une offre pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Il n'y a pas de nombre maximal de lots pouvant être attribués à un candidat.

La consultation n'autorise pas les candidats à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Dans une telle hypothèse, leur offre sera rejetée. Les offres seront par conséquent appréciées lot par lot. Chaque lot sera attribué séparément et aboutira à la conclusion d'un contrat distinct avec l'attributaire retenu.

1.5 – Langue

Toute correspondance relative au marché est rédigée en français.

1.6 – Délais

La computation des délais fixés dans le marché est telle que décrite à l'article 3.2 du CCAG-Travaux. Les délais fixés en jours ouvrés sont tels que définis à l'article 3.2.5 de ce même document.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES

2.1 – Pièces constitutives du marché – Ordre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant.

- L'Acte d'engagement et ses annexes, pour chaque lot (à l'exception de l'annexe 1), l'ensemble daté et signé
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), applicables pour chaque lot.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021, sauf dérogations mentionnées à l'article 13 du présent document.
- Tout Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) auxquels les différents lots peuvent être soumis (ces documents comprennent les Documents Techniques Unifiés propres à chaque corps d'état) et leurs éventuelles annexes.
- L'annexe 1 de l'Acte d'Engagement, datée et signée.
- L'offre technique et financière du titulaire

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les documents originaux conservés dans les archives de l'URSSAF Normandie font seuls foi.

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les documents du marché et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

ARTICLE 3 – DUREE – COMMENCEMENT D'EXECUTION – RECONDUCTION – GPA

Durée initiale

Chaque accord cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois, à compter du 08/08/2025.

Reconduction

A l'issue de cette période, chaque accord cadre sera reconduit annuellement et tacitement, à sa date anniversaire, par période de 12 mois, au maximum 3 fois.

La décision unilatérale de ne pas reconduire le marché, au seul bénéfice de l'organisme, prendra la forme d'une télécopie ou d'une lettre recommandée avec avis de réception envoyée au moins 3 mois avant l'échéance de la période en cours. Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, il est précisé dans le marché que le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction de celui-ci.

En tout état de cause, le marché ne pourra s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 48 mois, toutes reconductions confondues.

Rapports contractuels et garantie de parfait achèvement (GPA)

A compter de la réception des ouvrages découlant de chaque contrat pour lequel le titulaire a été mandaté afin d'en assurer la réalisation, il est entendu que les rapports contractuels entre l'organisme maître de l'ouvrage et le titulaire se poursuivent jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement qu'au titre des ouvrages ou aux parties d'ouvrages :

- Ayant fait l'objet de réserves pendant la réception.
- Ayant fait l'objet de désordres apparus dans l'année de la réception et signalés par l'organisme maître d'ouvrage au titulaire entrepreneur par voie de notification écrite permettant d'en attester la date de réception par ce dernier.

ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

4.1 – Prix

Etablissement des prix

Les prix de chaque contrat sont, **unitaires** (établis sur la base du taux horaire indiqué dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement et du devis proposé), **fermes**, et **actualisables** établis à partir de l'estimation de la masse des travaux relatifs aux ouvrages faite par le titulaire (marchés subséquents).

L'annexe financière précise le taux horaire (dégressif par tranche) correspondant au taux horaire plafond, que le titulaire ne pourra pas dépasser lors de la conclusion des marchés subséquents successifs.

Leur date d'établissement correspond au mois de la date où l'offre du titulaire a été remise à l'URSSAF Normandie (appelé mois « zéro » soit m0), pour le taux horaire plafond ou de la date de remise de la complétude d'offre (marchés subséquents).

Ils sont établis en Euros Hors Taxes (€ HT), franco de port pour les livrables, matériaux et matières premières.

Contenu des prix

Les prix sont augmentés de la TVA en vigueur au moment de l'exécution du marché. Sans préjudice des dispositions de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, ils comprennent tous les frais afférents :

- Aux ouvrages nécessaires et au parfait achèvement des travaux
- A toutes réunions auxquelles le titulaire doit participer en vertu du présent marché
- A la prise de toute mesure particulière par le titulaire destinée à assurer la protection de la santé de ses salariés
- Aux charges fiscales, parafiscales, droits de douanes et autres frappant légalement et/ou obligatoirement les travaux prévues au marché
- A la facturation / exécution financière relative au marché (sauf intérêts moratoires)
- A l'assurance, garantie, ajournement ou rejet des travaux visés au marché, ainsi que leur nouvelle exécution conforme
- A tous frais de personnel exécutant (déplacement / transport / logement / remplacement)
- Aux échafaudages, dispositifs et équipements de protection individuelle (EPI) destinés tant à l'exécution des travaux qu'à assurer la sécurité des travailleurs sur le chantier
- Aux études et essais
- Aux frais d'obtention de l'attestation de conformité visée par le Comité National pour la Sécurité des Usagers de l'Electricité (CONSUEL) le cas échéant
- A tous documents mis à disposition ou établis par le titulaire, ainsi que leurs frais de préparation, d'élaboration et leur éventuel conditionnement
- Aux droits de brevets éventuels
- A la participation aux dépenses communes
- Au nettoyage de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et à la remise en état de celui-ci une fois les travaux réalisés
- Aux frais de chantier, frais généraux et bénéfice
- A tous frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé
- A tous frais de sujétion accessoire nécessaire au parfait achèvement des travaux

- ☐ A tous frais de déblaiement du chantier (notamment la mise à disposition de bennes)

Les prix du marché ne comprennent pas les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changements réalisés à la demande de l'URSSAF Normandie.

Les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations.

Paie ment

Prix	Modalités de paiement	
Prix unitaires faisant l'objet d'une obligation de parfait achèvement, s'exécutant par bon de commande pour chaque marché subséquent.	Paie ment afférent aux quantités notifiées par bons de commande, à terme échu.	Déla i global de paie ment de 30 jours, à compter de la validation du décompte (mensuel ou final) et de la réception de la demande de paie ment conforme, conformément aux conditions du décret n° 2013-269 du 29/03/2013 relatif à la lutte contre les retards de paie ment dans les contrats de la commande publique.

Actualisation

L'actualisation du taux horaire plafond peut être effectuée à la demande du titulaire par l'application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$PAC = PI \times (I(m) / Im0)$$

PAC = Prix actualisé

PI = Prix initial ou le dernier actualisé

I = valeur de l'indice BT01

I (m) = valeur de l'indice BT01 du mois m de l'établissement du devis ou à défaut la dernière valeur établie

Im0 = valeur de l'indice du « mois zéro » (m0), mois au cours duquel a été signé l'acte d'engagement par le titulaire ou la dernière valeur révisée.

L'indice BT01 sera utilisé, sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement à ces catégories. Dans ce cas, les indices du Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de Répression des Fraudes (BOCCRF) ou les indices de l'INSEE, seront utilisés à la place et après validation par le pouvoir adjudicateur.

L'application de la révision se fait à l'initiative du titulaire lors de l'édition de l'offre complémentaire, aucun rattrapage ne pourra être invoqué par le titulaire une fois le devis édité et signé.

L'organisme peut également décider de la réactualisation des taux horaires du contrat, à partir de la date de l'établissement du devis, sans préavis, dans les conditions énoncées ci-dessus. Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision de réactualisation des taux horaires.

Clause de sauvegarde

Avant réactualisation, et par suite de demande de réactualisation adressée par le titulaire, en cas de hausse constatée des taux horaires du marché supérieure à 4% par rapport aux prix précédents, l'organisme pourra rejeter ces nouveaux taux horaires.

A compter de la date de notification de cette décision de rejet, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés afin de proposer une réactualisation des taux horaires dont le pourcentage est inférieur ou égal au pourcentage susmentionné. En cas de refus de celui-ci ou après expiration de ce délai sans réponse de sa part, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 11 du présent document.

4.2 – Demandes de paiement et facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire, au compte ouvert au nom du prestataire, et transmises par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> et portant les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- L'intitulé précis des prestations réalisées ;
- le nom du TITULAIRE ;
- le montant total HT et TTC ;
- les taux et montants de TVA ;
- la date de la facture ;
- le cas échéant, la déduction des prestations sous-traitées (nature, quantités, montant) ;
- la date de facturation, l'identification du destinataire des factures (demande à effectuer à chaque organisme).

La facturation électronique est régie par les articles D. 2192-1 à D. 2192-3 du code de la commande publique, et ses modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro susvisé.

A défaut, les demandes et factures afférentes aux paiements seront établies en un original et deux copies au nom de l'Urssaf Normandie, à l'adresse suivante :

URSSAF NORMANDIE
61, rue Pierre Renaudel
CS 92035
76 040 ROUEN CEDEX 1

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes : les nom et adresse du titulaire, ses numéros SIRET et de son compte bancaire, la nature des prestations exécutées, la période d'exécution objet de la demande de paiement, les montants totaux HT et TTC, ainsi que leurs éventuels décomptes, le taux et le montant de la TVA et toutes taxes applicables au moment de la facturation, la date de facturation, la référence de l'accord-cadre.

4.3 – Acomptes et décomptes mensuels – Demandes de paiement – Facturation

Le titulaire de chaque contrat (ainsi que tout sous-traitant éligible au paiement direct) pourra prétendre au versement d'acomptes (article 12 du CCAG-Travaux, articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique), dont la périodicité est mensuelle, dans les conditions définies ci-après.

Le montant de chaque phase de travaux est déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché subséquent (devis remis par le titulaire et validé par le pouvoir adjudicateur). Chaque phase de travaux achevée indiquée dans l'un ou l'autre de ces documents fait l'objet d'une validation par ordre de service de l'URSSAF Normandie. Les acomptes seront payés sur la base de la décomposition du total des prix unitaires de la commande.

Le présent article déroge aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux (établissement du décompte final et du décompte général définitif).

Acomptes et décomptes mensuels

Les prix du marché feront l'objet de décomptes mensuels et d'un décompte final, payés par voie d'acomptes mensuels tels que définis par l'article 12.2.1 du CCAG Travaux. Les décomptes mensuels devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début des travaux, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits.

Décompte final

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi par le titulaire, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférant au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décompte mensuel et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet doit être accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, s'ils n'ont pas été précédemment correctement fournis.

Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, le cas échéant, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la

décision de réception des travaux, telle que prévue par l'article 41.3 du CCAG Travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.1 de ce même document, sous réserve des dispositions suivantes :

- S'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG Travaux (réception sous réserve d'exécution sous délai de prestations non réalisées prévues au marché), la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.
- S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux (réception avec réserves), la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de rectification du décompte final établi par le titulaire, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant. Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, établit d'office le décompte final, aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général défini ci-après. Le titulaire est lié par les indications figurant au décompte final ainsi établi.

Décompte général définitif

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, établit le projet de décompte général comprenant :

- Le décompte final
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le maître d'ouvrage et devient le décompte général. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, notifie au titulaire le décompte général dans un délai de quarante jours après la date de remise au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre, le cas échéant, du projet de décompte final par le titulaire.

En cas de retard dans la notification du projet de décompte général signé par le maître d'ouvrage, le titulaire adresse une mise en demeure d'y procéder au maître d'ouvrage. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure autorise le titulaire à saisir le tribunal compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal compétent, le titulaire est dispensé de la présentation du mémoire en réclamation tel que prévu par l'article 55.1.1 du CCAG Travaux.

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre le cas échéant, par tout moyen permettant d'en donner une date certaine, le décompte général revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Le décompte général accepté, signé et notifié par le titulaire, en respectant le formalisme ci-dessus, devient le décompte général définitif et ouvre droit au paiement du solde du marché. Ce décompte lie définitivement les deux parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

Contestation des sommes dues

Tout désaccord relatif au paiement est réglé dans les conditions de l'article 55 du CCAG Travaux.

Afin de permettre l'établissement du paiement d'un acompte mensuel ou du solde, les sommes dues au titre du paiement ne doivent pas être contestées par l'organisme. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti par des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

En cas de réserves partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels les réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai susmentionné ou dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, ce décompte général est réputé être accepté par lui et devient le décompte général définitif du marché.

Retenue de garantie

Chaque contrat comporte une retenue de garantie de 5% (conformément aux dispositions des articles L2191-17 et R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique), qui pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Cette garantie ou caution de substitution devra être présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte ou solde définitif. A défaut, la retenue de garantie sera prélevée jusqu'à la fin du marché.

Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont établies en un original et deux copies, au nom de l'URSSAF Normandie. Le marché ne prévoit pas l'établissement du montant des sommes dues sur la base de constats contradictoires.

Elles porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes : les nom et adresse du titulaire, ses numéros SIRET et de son compte bancaire, l'intitulé du ou des unités objet de la facture, les montants totaux HT et TTC, ainsi que leurs éventuels décomptes, le taux et le montant de la TVA applicable au moment de la facturation, la date de facturation, la référence du marché.

Autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée

L'autoliquidation de la TVA est applicable depuis le 01/01/2014 pour la sous-traitance du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour un donneur d'ordre assujéti à la TVA. La TVA sur les travaux de construction effectués par un sous-traitant doit être payée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants sont exonérés de la déclaration et du paiement de la TVA due dans ce cadre.

4.4 – Avances

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-12 (régime général de l'avance) et R2191-16 à R2191-18 (pour l'avance en cas d'accord cadre) du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée.

4.5 – Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.6 – Cession et nantissement de créance

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles 127 à 131 du Décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics.

4.7 – Réfaction du prix des ouvrages

Le présent article déroge aux articles 14 et 15 du CCAG-Travaux.

Sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités, en cas de non-respect des quantités prévues au marché ou en cas de défaut affectant la qualité des ouvrages, l'organisme pourra procéder de lui-même au paiement de ceux-ci au prorata des quantités réellement exécutées ou de la qualité réelle constatable. La preuve des quantités ou du défaut de qualité est apportée par l'organisme, par tous moyens.

S'il y a lieu, l'application de pénalités s'effectuera sur la base du montant recalculé au prorata des imperfections constatées par l'organisme. Dès lors, ce montant servira de base au pourcentage maximal des pénalités applicables.

4.7 – Contrôle des coûts de revient

Article 64 II de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015

« Les titulaires ont l'obligation de permettre et de faciliter la vérification éventuelle sur pièces ou sur place de l'exactitude de ces renseignements par les agents de l'administration. »

Ils peuvent être assujettis à présenter leurs bilans, comptes de résultats ainsi que leur comptabilité analytique et tous documents de nature à permettre l'établissement des coûts de revient ».

L'URSSAF Normandie pourra faire application des dispositions de l'article 138 alinéa 2 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics dès lors que le titulaire ne fournit pas, à la demande de celle-ci, les éléments visés ci-dessus.

ARTICLE 5 – EXECUTION DU CONTRAT

5.1 – Dispositions générales

Equivalence de normes, matériaux et procédés de mise en œuvre

Toutes les normes, marques de matériaux ou procédés de mise en œuvre référencés dans les CCTP le sont à titre indicatif. La présente clause s'applique en priorité sur toutes les clauses des CCTP et précise que l'ensemble de ces références peuvent être substituées par des références équivalentes en termes de normes, marques de matériaux ou procédés de réalisation.

Ordres de service

Les ordres de service sont tels que définis à l'article 2 du CCAG-Travaux. Ils sont notifiés au titulaire par l'organisme maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre dans les conditions définies à l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

L'usage du courriel ou de la télécopie avec accusé de réception vaut notification d'un ordre de service dans le cadre du présent marché. Le commencement d'exécution des travaux par le titulaire est conditionné par la notification d'un ordre de service de démarrage des travaux par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Essais et contrôle des matériaux mis en œuvre pour la réalisation des ouvrages

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions de l'article 24 du CCAG-Travaux par les laboratoires ou bureaux de contrôles désignés par le maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande de l'organisme seront effectués aux frais et risques du titulaire si les résultats de ces essais lui sont défavorables. Dans le cas contraire, ils sont supportés par l'organisme.

Etudes techniques

Elles sont confiées à la charge du maître d'ouvrage.

Signalisation

A la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de ce dernier, le titulaire prévoit le signallement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

Percements et scellements

Le titulaire doit effectuer à ses frais les trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation des ouvrages, sauf dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation, ainsi que dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP concerné. Scellements et raccords restent dans tous les cas aux frais du titulaire.

Gravois – Nettoyage

Tous les gravois seront évacués au fur et à mesure, sans stockage permanent dans ou aux abords du bâtiment. Les déblais, déchets et gravois provenant des travaux du présent marché seront ensuite évacués aux décharges publiques par le titulaire, dans les conditions définies au présent document. Il est rappelé au titulaire de veiller à ce qu'aucun dégât ou salissure quelconque ne soit fait dans les locaux.

Travaux supplémentaires

Toute demande de travaux supplémentaires est adressée par le titulaire au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, pour validation. Aucuns travaux supplémentaires ne pourront être exécutés, sans réalisation préalable des conditions cumulatives suivantes :

- Les travaux ne doivent pas relever de l'obligation de parfait achèvement des ouvrages incombant au titulaire en vertu de son contrat. La preuve de cette condition est apportée par tous moyens par l'entreprise titulaire, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Ce dernier est seul habilité à statuer sur la recevabilité de celle-ci.
- Les travaux doivent :
 - consister en des travaux rendus nécessaires par l'identification de contraintes ou sujétions techniques ne pouvant être raisonnablement prévues par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au moment de la réalisation des études techniques liées à l'opération de travaux OU
 - faire l'objet d'une demande expresse du maître d'ouvrage, notifiée par ordre de service à l'entreprise concernée

- La demande de réalisation de travaux supplémentaires doit être approuvée et validée par le maître d'ouvrage.

A défaut de réalisation d'au moins une des conditions susmentionnée, les travaux concernés sont réputés faire partie de l'obligation de parfait achèvement incombant au titulaire et ne sauraient faire l'objet d'un quelconque supplément de prix.

Lorsqu'elle est validée, la demande de travaux supplémentaires donne lieu à une modification du marché public pouvant intervenir sous forme d'avenant, dans les limites prévues par la réglementation de la commande publique.

Repliement des installations en fin de chantier

Pendant les travaux, chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets.

A la fin des travaux, dans le délai de livraison des ouvrages qui lui est imparti, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage, et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, à ses frais et sous sa responsabilité. Il prend à sa charge l'évacuation de ses propres déblais, la réparation et la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Il est formellement interdit de brûler les déchets sur le chantier. Le maître d'ouvrage contrôle la bonne exécution du repliement et de la remise en état des lieux et peut prescrire toute mesure utile, aux frais du titulaire, permettant de satisfaire au résultat escompté.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

En fin de chantier, le titulaire devra remettre à l'organisme, afin de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) en **2 exemplaires au format papier et 1 exemplaire au support informatique** (sur DVD ou clé USB) :

- Toutes les notices d'entretien, les descriptions techniques et les garanties des matériaux et matériels utilisés
- Tous les plans de détails et de recollement
- Tous les documents complémentaires éventuellement listés dans le CCTP

5.2 – Communication avec l'organisme – Interlocuteur unique – Travail en milieu occupé

Le titulaire doit informer immédiatement l'organisme, par tous moyens, de l'évolution du planning des travaux dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes.

Interlocuteur unique contrat

En cas de désignation d'un interlocuteur unique par le titulaire, celui-ci est chargé du suivi d'exécution du contrat. Les coordonnées de cet interlocuteur sont dans l'offre du titulaire. Il doit disposer d'un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il sera l'interlocuteur unique et direct de l'URSSAF Normandie et des sous-traitants présentés par l'entreprise. Il devra disposer en ce sens d'un pouvoir et d'une délégation suffisante du titulaire afin de mener à bien ses missions.

Les réunions de chantier s'effectueront dans le bâtiment, dans un local désigné par le maître d'ouvrage.

Traçabilité des documents

Le titulaire devra permettre à l'organisme d'avoir une visibilité totale sur les activités qu'il doit gérer dans le cadre de l'exécution du marché. Il devra être capable d'apporter les preuves de l'exécution des travaux en tenant notamment à jour tous documents relatifs au suivi du chantier.

Travail en milieu occupé

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement permettant la bonne exécution des prestations en milieu de travail occupé, en conformité avec le règlement intérieur de l'organisme et insusceptible de porter préjudice à l'activité de celui-ci, de ses salariés ou de ses usagers (désordres, nuisances, etc.).

Le titulaire est tenu responsable de dommages causés à l'organisme ou ses salariés en cas de non-respect de la présente clause.

5.3 – Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil, par sa qualité d'entrepreneur professionnel. A ce titre, il devra apporter toute réponse ou complément de réponse exigé par l'URSSAF Normandie ou le maître d'œuvre sélectionné par l'organisme quant à l'exécution des travaux.

Il devra également porter à la connaissance de l'URSSAF Normandie ou de son maître d'œuvre, par tout moyen permettant d'en attester la date d'envoi, toute difficulté, de quelque nature que ce soit, ayant un impact direct ou indirect sur la bonne

exécution, les délais d'exécution et/ou la qualité des travaux. Il ne saurait arguer de sa méconnaissance desdites difficultés dans le but d'éviter l'engagement de sa responsabilité contractuelle.

5.4 – Indisponibilité du titulaire

En cas d'indisponibilité, le titulaire est tenu d'avertir l'organisme concerné au moins 2 jours ouvrés à l'avance, ou, en cas d'impossibilité liée à la survenance d'un événement imprévu, dans les plus brefs délais. La présente disposition ne s'applique pas pour les visites ou réunions convenues et notifiées moins de 2 jours ouvrés avant leur exécution par l'organisme.

Incidents affectant l'exécution des prestations

Tout arrêt ou incident temporaire affectant la qualité ou les délais d'exécution des travaux fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai d'un jour calendaire, adressé au Directeur de l'organisme.

Toute imprévision, sujétion technique, élément présentant les caractères de la force majeure, arrêt permanent ou incident grave affectant la qualité ou les délais d'exécution des travaux fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai d'un jour calendaire, adressé au Directeur de l'organisme.

Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer l'exécution continue des travaux définis par l'organisme comme indispensables à la réalisation des ouvrages dans le respect des délais contractuels et des conditions de sécurité prévues par la réglementation. Le cas échéant, ces consignes seront notifiées par l'organisme par voie d'ordre de service au titulaire.

5.5 – Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison, dénomination ou de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'URSSAF Normandie et être appuyée, selon le cas, du nouveau RIB ou d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, ainsi que d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : cession, fusion, restructuration), le transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement et après signature d'un avenant.

L'URSSAF Normandie est en droit de refuser le changement de titulaire :

- 1) si elle estime que le nouveau titulaire ne présente pas les garanties professionnelles, techniques ou financières suffisantes pour exécuter le marché
- 2) ou si ce dernier fait l'objet d'une interdiction prévue au code de la commande publique
- 3) ou si ce dernier n'a pas produit les documents exigés au code de la commande publique, après expiration du délai imparti.

5.6 – Intégralité des clauses du marché

Le fait pour l'URSSAF Normandie, de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire à l'une de ses obligations contractuelles ne saurait aucunement être interprété comme une renonciation définitive à l'obligation en cause.

5.7 – Planning des travaux et délais d'exécution

Le titulaire est engagé sur une date maximale de livraison des ouvrages, telle que définie dans le marché subséquent, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le maître d'ouvrage réalise en propre la mission « Ordonnancement – Pilotage – Coordination » (OPC).

Le planning d'exécution des travaux est élaboré par le maître d'ouvrage, en prenant en compte les délais d'exécution renseignés par le titulaire dans sa proposition de planning. Une fois établi, il est notifié au titulaire par ordre de service.

Le calendrier pourra être modifié par l'URSSAF Normandie en cours d'exécution du marché, selon ses besoins. Cette modification sera notifiée au titulaire entrepreneur par voie d'ordre de service. Toutefois, ces modifications ne sauraient entraîner de répercussions imputables au titulaire, sur les délais d'exécution, dès lors que celui-ci s'est acquitté de l'obligation telle que définie à l'article 5.3 du présent document.

Le maître d'ouvrage pourra programmer toute réunion d'étude ou de coordination utile à l'exécution des travaux. Ces réunions sont notifiées par voie d'ordre de service.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, ou d'un fait présentant les caractères de la force majeure, ce dernier prolonge le délai d'exécution. Le maître d'ouvrage dispose d'un

délai de 15 jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée en conséquence.

5.8 – Dégradations, détournement et garde du chantier

Il appartient au titulaire de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les dégradations et détournements de son propre matériel. Jusqu'à la réception, le titulaire a la garde de l'ouvrage et en supporte les risques. Dès réception des travaux, ces risques sont transférés avec la garde au maître d'ouvrage.

En cas de défaillance du titulaire du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de notifier par ordre de service au titulaire de son choix l'obligation d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire. Le cas échéant, les frais de garde sont provisoirement réglés par le maître de l'ouvrage.

Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés pendant l'exécution des travaux ne pourront être imputés au maître d'ouvrage et restent à la charge du titulaire dans les cas suivants (non cumulatifs) :

- L'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert
- Les dégradations et détournements sont imputables aux agissements d'un préposé de l'un des titulaires
- La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers

Les dégradations et détournements de matériels ou de fournitures trouvant leur cause dans les agissements d'un ou plusieurs préposés de l'URSSAF Normandie sont pris en charge par cet organisme.

5.9 – Organisation, sécurité et hygiène

Les protections nécessaires destinées à assurer la sécurité de son personnel, conformément à la législation en vigueur, sont à la charge du titulaire et comprises dans le prix du marché. Le titulaire doit appliquer toutes les mesures de prévention et de sécurité spécifiques à sa profession sur le chantier et ce afin d'éviter notamment la chute de son personnel, les blessures aux mains, les éventuels risques liés aux manutentions, les approvisionnements à pied d'œuvre, l'emploi des gaz de combustion. Il devra par ailleurs mettre en place toutes les mesures liées à la sécurité de son personnel (filets, échafaudages, etc.).

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement d'un chantier de travaux. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des travaux et de toutes conséquences liées à ces manquements, à l'égard de son propre personnel ou de tiers.

Le titulaire informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci par ces derniers.

Les prescriptions en la matière du maître d'ouvrage et de l'inspection du travail s'imposent à lui. Par ailleurs, le titulaire devra prendre toute mesure utile au signalement et au balisage de son chantier. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

5.10 – Moyens matériels et locaux mis à disposition du titulaire

Les organismes peuvent mettre à disposition du titulaire certains moyens qui permettront la bonne exécution des prestations : matériels, clés, badges, locaux de stockage, etc. Les matériels remis au titulaire sont restitués à l'organisme dans un délai d'un mois avant le terme du marché.

Responsabilité – Garde : tous les moyens remis au titulaire sont sous sa responsabilité et sa garde dès lors qu'ils sont entrés effectivement en sa possession. Ils ne sauraient être utilisés ou affectés à des fins autres que la bonne exécution du marché.

Les moyens dévolus par les organismes sont indiqués dans les CCTP correspondants ou peuvent être notifiés ultérieurement par voie d'ordre de service (matériels) ou d'avenants (locaux).

Perte – Détérioration : en cas de perte/détérioration de matériels/locaux mis à disposition du titulaire, celui-ci doit avertir l'organisme. Ce dernier se réserve le droit d'exiger le remplacement/remise en état à l'identique des moyens perdus ou des locaux dégradés aux frais du titulaire.

Conditions d'utilisation : l'utilisation hors du cadre des prestations de ces matériels et locaux est non conforme. Elle est susceptible de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

Clés – Cartes magnétiques – Badges

Accès : des clés et/ou des cartes magnétiques pourront être remises au personnel du titulaire afin de pouvoir accéder à certaines parties des locaux. Selon les souhaits de l'organisme, ces matériels seront ou non déposés sur site après utilisation pendant le service.

Duplication : Il est interdit de dupliquer un jeu de clé mis à disposition par l'organisme. La duplication de jeux de clés/cartes magnétiques est susceptible de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

Utilisation frauduleuse : il est interdit d'utiliser frauduleusement ou de dupliquer une clé, une carte magnétique ou un badge. Ces matériels remis au personnel du titulaire sont nominatifs : tout échange ou prêt de badge entre personnels est interdit et pourra être assimilé à une utilisation frauduleuse.

La fraude dans le cadre de l'utilisation du badge ou la reprogrammation/duplication de badge sont susceptibles de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

Locaux

La mise à disposition d'un local s'effectuera après établissement d'une modification du marché, dans le respect de la réglementation du travail, de l'hygiène et de la sécurité en vigueur, si ce local est destiné au personnel du titulaire. Le local est pris par le titulaire en l'état, ce dernier ne pouvant émettre aucune réclamation à ce sujet.

Accès de l'organisme : pendant la période de mise à disposition, l'organisme se réserve un droit d'accès illimité au local. L'organisme pourra également échanger ce local contre un autre local satisfaisant aux exigences réglementaires en matière de sécurité, d'hygiène et de travail.

Propreté : la propreté et la bonne tenue du local est à la charge du titulaire. La restitution du local en fin d'exécution du marché fait l'objet d'un état des lieux contradictoire établi dans un document signé par le responsable de l'organisme et le titulaire.

Adjonctions : le titulaire peut, à ses frais et s'il le juge utile, demander l'accord écrit de l'organisme pour adjoindre tout aménagement complémentaire utile à la bonne exécution des travaux. Au moment de la restitution, le titulaire ne saurait prétendre au versement d'indemnités au titre de ces aménagements.

Autres matériels

Tous les autres moyens et matériels mis à disposition du titulaire par l'organisme sont déployés sous la garde et la responsabilité du titulaire.

5.11 – Dépenses et consommations énergétiques

Les dépenses indiquées ci-après sont réputées rémunérées par les prix de chaque lot ; en aucun cas elles ne sauraient faire l'objet d'un quelconque supplément de prix à la demande du titulaire :

Dépenses de consommation

- Consommations d'eau, d'électricité et de téléphone
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Nettoyage du chantier sur ordre du maître d'œuvre en cas d'insuffisance
- Photos de chantier
- Courriers et télécopies
- Eventuels frais de dossiers

Dépenses d'entretien

- Charges temporaires de voirie et de police

Dépenses d'investissement

- Branchements définitifs pour la durée du chantier d'eau et d'électricité pour la durée du chantier avec une ouverture de compteur et d'abonné (eau et électricité)
- Etablissement des clôtures et panneaux de chantier
- Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie).
- Branchements provisoires eaux usées/eaux vannes.

- Réseau provisoire de distribution d'eau sur le chantier, y compris son raccordement.
- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments.

5.12 – Complétude de l'offre initiale et devis – Bons de commande

Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux travaux faisant l'objet de bons de commande, pris sur la base du CCTP, des prix de l'annexe 2 de l'acte d'engagement et des complétudes apportées à son offre initiale dans le cadre d'un marché subséquent.

Etablissement du prix des devis – Unités de main d'œuvre

Le titulaire établit un devis gratuit pour chaque demande de travaux nécessitant complétude de son offre initiale.

Ce devis indique expressément le coût unitaire de matériaux, produits et matériels susceptibles de constituer une unité, ainsi qu'un nombre estimé d'unités de main d'œuvre établies en heures.

Le nombre d'unités de main d'œuvre présenté dans le devis engage le titulaire sur le prix à régler pour effectuer l'intégralité des travaux, quel que soit, in fine, le nombre définitif d'heures passées sur l'intervention.

L'organisme notifie le bon de commande sur la base de ce nombre estimé d'unités de main d'œuvre. En aucun cas le titulaire ne pourra se prévaloir d'un quelconque prix supplémentaire dans l'hypothèse où l'exécution des travaux demanderait davantage d'unités de main d'œuvre que le nombre qu'il a indiqué dans son devis, notifié par le bon de commande. A contrario, si le nombre d'heures passées au réel est inférieur au devis, le titulaire devra facturer au réel.

Non-respect du délai de production des devis – Refus de production d'un devis par le titulaire

Le retard dans la production de devis, après écoulement d'un délai de 10 jours ouvrés, ou le refus de production d'un devis par le titulaire peut entraîner l'application des pénalités définies à l'article 7 du présent document.

De plus, si le titulaire se retrouve placé dans une situation d'impossibilité d'exécuter une commande, soit par dépassement du délai susmentionné, soit par refus express, le contrat ouvre la possibilité pour l'organisme de solliciter un devis auprès d'une entreprise tierce, sans possibilité pour le titulaire du contrat de bénéficier d'une quelconque indemnisation. Le titulaire défaillant ne peut dans ce cas aucunement contester la mise en jeu de cette faculté par l'organisme.

Devis à « prix manifestement excessif »

Un devis peut être qualifié par l'organisme de devis à « prix manifestement excessif » dans les cas suivants :

- Les prix indiqués pour un ou plusieurs matériaux ou équipements présentent un caractère particulièrement onéreux, notamment eut-égard aux prix publics constructeurs ou aux prix pratiqués par d'autres professionnels du secteur. L'organisme établit par tous moyens la preuve du caractère onéreux susmentionné.
- Le devis présenté par le titulaire contient un nombre anormalement élevé d'unités de temps de main d'œuvre par rapport au temps raisonnable nécessaire pour réaliser la prestation. L'organisme établit par tous moyens la preuve du temps raisonnable nécessaire estimé afin de réaliser la prestation.

Lorsqu'un devis à prix manifestement excessif est présenté à l'organisme, le contrat ouvre la possibilité pour ce dernier de solliciter un devis auprès d'une entreprise tierce à titre de comparaison avec le devis initial du titulaire. L'organisme peut dans ce cas passer la commande sur la base du devis de l'entreprise tierce. Le titulaire évincé de la commande initiale peut en conséquence bénéficier d'une indemnisation égale à 10% du montant total en euros hors taxes du devis validé par l'organisme auprès de l'entreprise tierce.

Le titulaire ne peut aucunement contester la mise en jeu de cette faculté par l'organisme.

Bons de commande

Les devis précédemment réalisés permettront d'établir le bon de commande correspondant au mieux au besoin de l'organisme, valant marché subséquent.

Les bons de commande pourront être notifiés à compter de la date de prise d'effet du marché pour l'organisme. Aucuns travaux ne pourront être réglés sans notification préalable d'un bon de commande ; toute commande prendra effet à compter de la date de notification du bon de commande.

Les travaux supplémentaires validés dans le cadre d'ordre de service, feront également l'objet de bons de commande dès lors qu'ils auront une incidence financière pour l'organisme.

Les bons de commande pourront être notifiés à compter de la date de notification ou de prise d'effet de l'accord cadre. Aucune prestation/fourniture ne pourra être réglée sans notification préalable d'un bon de commande ; toute commande prendra effet à compter de la date de notification du bon de commande.

Mentions minimales des bons de commandes :

- Numéro de la commande ;
- Référence du contrat ;
- Types et quantités de prestations/fournitures commandées ;
- Date/délai d'exécution (ce délai ou cette date oblige le titulaire) ;
- Prix en € HT et TTC, applicables par référence aux prix du contrat et taux de TVA applicable.

Le présent document permet l'émission de bons de commande par voie électronique, par tout moyen permettant d'en attester la date d'envoi et la date de réception par le titulaire (ex : télécopie, courriel, profil d'acheteur avec horodatage, etc.).

Conformément aux dispositions de l'article R2162-5 du code de la commande publique, les bons de commandes ne pourront être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. En cas de bon de commande notifié avant le terme de ce dernier mais dont l'exécution se poursuivrait au-delà, le titulaire devra alors en continuer l'exécution dans des conditions qui ne méconnaissent pas l'obligation de remise en concurrence périodique. Aucun bon de commande ne pourra être notifié au-delà du terme de l'accord cadre.

En cas de résiliation de l'accord cadre, il ne peut plus être notifié de bons de commande au titulaire. Cependant, celui-ci sera tenu à la bonne exécution des travaux commandés antérieurement à la date de résiliation de l'accord cadre.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut, en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord cadre.

Annulation d'un bon de commande pour exécution tardive

Le titulaire doit respecter le délai maximal d'exécution qui serait renseigné dans un bon de commande.

Nonobstant l'application possible de pénalités de retard telles que prévues à l'article 7 du présent document, l'organisme peut annuler tout bon de commande dont l'exécution ne serait pas réalisée dans un délai de 20 jours ouvrés à compter de sa date de notification. Dans cette hypothèse, l'organisme pourra passer la commande auprès d'une entreprise tierce dans les conditions fixées pour la procédure de « Non-respect du délai de production de devis – refus de production de devis par le titulaire » telle que décrite ci-dessus.

5.13 – Conditions fixées par l'accord cadre – Marchés subséquents

Conditions fixées par les accords cadre

Chaque accord cadre fixe contractuellement les éléments suivants :

- Prix des unités de main d'œuvre
- Modalités de paiement, d'actualisation et nature des prix applicables
- Conditions d'exécution des travaux
- Conditions de passation des commandes de travaux
- Conditions contractuelles diverses (pénalités, résiliation, etc.)

Les autres éléments (notamment les prix des matériaux et matières premières permettant de réaliser les travaux) feront l'objet d'une complétude de l'offre initiale du titulaire et seront précisés dans les marchés subséquents en découlant.

Marchés subséquents *(articles R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique)*

Lorsque l'accord cadre est un accord-cadre mono attributaire, les marchés subséquents sont attribués au seul titulaire selon les modalités des bons de commandes, telles que définies à l'article 5.12 du présent document. Dans ce cas de figure, la notification du bon de commande au titulaire vaut notification du marché subséquent, après complétude de l'offre initiale du titulaire.

6.1 – Opérations de réception – Essais et épreuves

Réception

Ces opérations obéissent aux articles 41, 42 et 43 du CCAG-Travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG, des réceptions partielles seront prononcées avant l'achèvement des travaux par niveau et selon les phases définies dans le planning général de l'opération. Le maître d'ouvrage prendra possession de ces ouvrages dès réception de la phase de travaux.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés par la ou les réceptions partielles avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Le délai de levée des réserves est fixé à compter de la date effective de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne seraient pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les malfaçons et/ou non façons constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à la bonne utilisation des ouvrages dans des conditions normales d'utilisation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réception desdits ouvrages estimés défectueux et proposera en lieu et place au titulaire une refaçon sur les prix.

Si le titulaire accepte cette dernière, les malfaçons et/ou non-façons qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception sera prononcée sans réserves. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces malfaçons et/ou non-façons, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation pendant le délai de garantie de parfait achèvement.

Essais et épreuves

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus).

Les résultats des essais et épreuves devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés pour examen au contrôleur technique, en deux exemplaires. Ce dernier adressera à l'autorité compétente du maître d'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, les essais, épreuves et contrôles supplémentaires effectués à la demande du maître d'ouvrage seront supportés par le titulaire si ces résultats lui sont défavorables.

Conformément à l'article 41.4 du CCAG Travaux, si des épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative, à savoir, sur une durée de 12 mois.

6.2 – Garanties légales de droit commun applicables aux ouvrages réalisés

Le titulaire de chaque marché devra au titre de celui-ci, deux garanties. Le délai de chacune d'elle commence à courir à compter de la date de réception des travaux ou des ouvrages.

Garantie de parfait achèvement

Elle est prévue par le code civil ainsi que par l'article 44.1 du CCAG Travaux. Au titre de cette garantie, le titulaire doit :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprise des imperfections constatées.
- Exécuter à ses frais les travaux de finition ou de reprise demandés par le maître d'ouvrage lors de la réception.

Le délai de cette garantie pourra être prolongé, si nécessaire, sur décision du maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 44-2 du CCAG-Travaux.

Garantie de bon fonctionnement

La durée de la garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes tirés de l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables au titre de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes tirés de l'article 1792-4 du code civil.

6.3 – Garanties contractuelles particulières applicables à certains ouvrages

Pour chacune des garanties énoncées ci-dessous, le titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement ou la malfaçon constatée provient du fait de l'utilisateur, hors cadre d'un usage normal de l'ouvrage concerné.

Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et revêtements de sol

Le titulaire garantit la bonne tenue du système d'enduit, de la peinture et/ou du revêtement de sol posé(e) ou appliqué(e) sur les ouvrages ou parties d'ouvrages désignés par le CCTP correspondant et les documents d'exécution du marché.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai d'un an à compter de la réception des travaux correspondants, à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis au CCTG/DTU correspondant, au CCTP ainsi qu'en référence aux règles de l'art.

Garantie particulière des systèmes de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit l'efficacité du système de protection par peintures ou autres systèmes des structures métalliques.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai d'un an à compter de la réception des travaux correspondants, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis au CCTG/DTU correspondant, au CCTP ainsi qu'en référence aux règles de l'art.

Garantie particulière des systèmes de protection des bois

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peintures, vernis, etc.) et son aspect pendant un délai de cinq ans, à compter de la réception des travaux correspondants.

Garantie particulière de fonctionnement d'installations techniques

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage, pendant un délai d'un an, à compter de la réception des travaux correspondants, contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations ci-après :

- Plomberie et sanitaires
- Installations électriques

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais jugés nécessaires après avoir averti l'entreprise en temps utile. Durant cette période, l'entreprise devra procéder à ses frais (pièce et main d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

Le remplacement des pièces défectueuses devra être effectué dans un délai maximum de 15 jours. Passé ce délai le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant dans les mêmes conditions que celles prévues au marché indépendamment des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un préjudice au maître d'ouvrage.

Un nouveau délai de garantie d'un an aux mêmes conditions que précédemment serait à nouveau appliqué au matériel ou aux réparations faites, l'installation serait reçue qu'après expiration de la période de garantie.

Pendant ce délai de garantie, l'entreprise devra envoyer les ouvriers pour effectuer les réparations sous 2 jours ouvrés sur simple demande du maître d'œuvre. Si l'entreprise a son siège en dehors de la localité, le délai de route est non compris.

ARTICLE 7 – PENALITES

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard imputable du seul fait de l'URSSAF Normandie ou de la force majeure ; cette dernière est définie à l'article 8.3 du présent document.

L'URSSAF Normandie, par dérogation aux articles 14 et suivants du CCAG-Travaux, peut appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

Dépassement des délais de réalisation des travaux	Le titulaire dépasse la date prévisionnelle de livraison de ses ouvrages telle que renseignée dans le devis ou tout écrit de sa part (sous réserve de modification par ordre de service en cours de réalisation des travaux)
Montant des pénalités et application	Pénalité égale à 3% du montant forfaitaire total HT des travaux objet du marché ou bon de commande par jour ouvré de retard
Point de départ des pénalités	A compter de la 1 ^{ère} journée ouvrée de retard, celle-ci constituant le point de départ du manquement constaté.

Sous-traitance non déclarée	Après constat par l'organisme et mise en demeure de faire cesser la sous-traitance litigieuse adressée au titulaire.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 300 € par jour ouvré de constat de maintien de la sous-traitance litigieuse, après notification de la mise en demeure.
Point de départ des pénalités	Par constat effectué par l'organisme.

Absence de port des équipements de protection individuelle (EPI)	Pendant l'intervention du personnel, constat par l'organisme de l'absence des équipements de protection individuelle lorsque ceux-ci s'avèrent obligatoires.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €
Point de départ des pénalités	Par constat d'équipement manquant.

Non-respect de la réglementation	Le titulaire ne respecte pas la réglementation applicable au droit du travail, à l'hygiène, à la sécurité (notamment non-respect du plan de prévention)
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 200 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à chaque constat de non-respect d'une réglementation

Non-respect de l'obligation de travail en milieu occupé ou défaut de comportement du personnel	Constat par l'organisme, au moment de sa commission et par tous moyens, d'un fait ou comportement du personnel du titulaire susceptible d'impacter l'activité de l'organisme, de ses salariés ou de ses usagers.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, par personnel impliqué

Absence à une réunion de chantier ou de coordination ou absence lors de la réception des ouvrages	Absence à une réunion prévue avec le représentant de l'organisme ou le maître d'œuvre ou lors de la réception des ouvrages
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 250 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, quel que soit le nombre de personnes convoquées et de personnes absentes.

Retard dans la présentation des situations mensuelles et décompte définitif (si acomptes)	Le titulaire dépasse le délai prévu au CCAG-Travaux ou au présent document
Montant des pénalités et application	Situation mensuelle : pénalité forfaitaire dont le montant égale un millième de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent, par jour ouvré de retard. Décompte définitif : pénalité forfaitaire d'un montant égal à un millième du montant de ce décompte, par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).

Retard dans la présentation d'un devis	Le titulaire dépasse le délai pour remettre un devis ayant fait l'objet d'une demande préalable, sur lequel il s'est préalablement engagé dans l'acte d'engagement
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).

Retard dans la présentation de documents après demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage (études, plans, DOE, etc.)	Le titulaire dépasse le délai imparti dans son ordre de service pour remettre des documents ayant fait l'objet d'une demande préalable.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).

Défaut d'application d'une consigne ou d'un ordre de service	Le titulaire n'a pas tenu compte ou a appliqué partiellement une consigne ou un ordre de service notifié par écrit par l'organisme (courrier simple, courriel ou télécopie).
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré pendant lequel la consigne ou l'ordre de service n'est pas respecté et jusqu'à exécution conforme.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter : - du manquement constaté signalé au titulaire (pour la consigne) - de la date de notification (pour l'ordre de service)

Perte, dégradation ou destruction du matériel ou local mis à disposition du titulaire par l'organisme	Le titulaire perd, détériore ou met hors de service un matériel ou local mis à disposition par l'organisme pour permettre la bonne exécution de ses prestations (notamment moyens d'accès aux locaux).
Montant des pénalités et application	Pénalité correspondant aux frais de remplacement dudit matériel ou de remise en état le cas échéant , facture de l'organisme jointe au certificat de pénalité.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable pour chaque constat de perte ou de destruction de matériel.

Ces pénalités peuvent s'appliquer cumulativement, sans préjudice les unes des autres. Toutefois, le montant cumulé des pénalités ne pourra pas dépasser 50% du montant total HT (après application d'une éventuelle réfaction de prix) du prix du bon de commande concerné.

Les pénalités sont calculées nettes de taxes et notifiées par l'envoi au titulaire d'un certificat de pénalités par lettre recommandée avec accusé de réception. Après décompte, elles sont déduites de la prochaine demande de paiement présentée par le titulaire à l'organisme.

Si aucune autre demande de paiement supplémentaire n'est présentée par le titulaire, ce dernier se verra notifier un ordre de recouvrement au profit de l'organisme, valant injonction de payer.

8.1 – Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de la bonne exécution de ses obligations et de la mise en œuvre de ses ouvrages. Il est également tenu responsable des dommages causés du fait de l'exécution du marché aux personnels ou aux biens du pouvoir adjudicateur, ainsi qu'aux ouvrages existants ou en cours de réalisation.

Il reste entièrement responsable des matériels, produits, véhicules et équipements dont il a la jouissance et qu'il a déposés à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de l'organisme pendant l'exécution des travaux, ainsi que des faits de tout personnel placé sous son autorité, directement (salariés) ou indirectement (sous-traitants) agissant dans le cadre de l'exécution du marché.

En sus des clauses pénales prévues au présent contrat, l'organisme se réserve le droit d'exercer toute action en responsabilité civile et pénale à l'encontre du titulaire pour couvrir les dommages non couverts par les clauses de l'article 8 du présent marché.

8.2 – Obligation d'assurance

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- D'une **assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- D'une **assurance responsabilité civile décennale** au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- D'une **assurance de dommages aux biens meubles** de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

Les autres dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Les niveaux de garantie de la police d'assurance contractée par le titulaire doivent être suffisants afin de couvrir tout dommage découlant de l'exécution du marché. Sans préjudice des dispositions susvisées, l'attestation d'assurance est ensuite à produire annuellement, à date anniversaire du marché, dans un délai maximum d'un mois. Le titulaire doit prévenir l'URSSAF Normandie en cas de modification de la police d'assurance, dans un délai d'un mois à compter de la modification. A défaut de production de l'attestation ou de garantie suffisante, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

8.3 – Force majeure

Le titulaire ne sera pas responsable de l'incidence de la force majeure sur l'exécution de ses obligations contractuelles. La force majeure s'entend comme tout événement extérieur, imprévisible, irrésistible et hors contrôle des parties. L'organisme s'engage à déclarer par écrit au titulaire tout sinistre, au plus tard dans les 5 jours qui suivent sa survenance.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE - SECURITE

Le non-respect de l'une ou l'autre de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, après mise en demeure préalable assortie d'un délai raisonnable (cf. article 11.2 du présent document).

9.1 – Obligation de confidentialité

Les informations et renseignements fournis par l'organisme sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 06/08/2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelle que nature que ce soit, à l'exclusion des informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils ont été portés à la connaissance du titulaire. Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par l'organisme, à l'issue de l'accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'organisme à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les informations vues ou entendues dans les locaux lors d'intervention ou de réunion (sécurité des locaux par exemple) à d'autres fins que celles spécifiées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'organisme à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître et qui auront été désignées par l'organisme au titulaire ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de l'accord-cadre.

L'organisme se réserve le droit, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, de procéder, à ses frais et risques, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

9.2 – Obligation de sécurité

Dispositions préalables aux interventions

Conformément aux règles de sécurité en vigueur dans l'organisme, avant toute intervention, le personnel du titulaire prendra contact avec le référent désigné par celui-ci, en vue de se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'organisme. Aussi, le personnel du titulaire devra faire part de bon sens : à titre d'exemple, il ne pourra pas procéder à une coupure électrique sans accord préalable du référent logistique ; il devra veiller à refermer les accès extérieurs derrière lui et restituer les moyens d'accès prêtés. Ce personnel pourra, à la demande de l'organisme, être accompagné par un agent de ce dernier pendant ses interventions.

Le titulaire prendra toute mesure de sécurité rendue particulièrement nécessaire par la nature des locaux ou des prestations à effectuer et devra en informer par tout moyen l'organisme.

Interventions non déclarées

Aucune intervention du titulaire ne pourra être effectuée ou donner droit à règlement sans prise de contact avec le référent de l'organisme. En cas d'intervention non déclarée, le titulaire reste seul responsable de tout préjudice causé à l'organisme, ses salariés ou ses usagers, de quelque nature que ce soit (cf. article 8.1 du présent document).

Par ailleurs, le titulaire supporte seul les risques et conséquences susceptibles d'impacter son propre personnel.

Sécurité des personnes

Le titulaire veille à l'application de toutes dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé des travailleurs pendant l'exécution des prestations (port des équipements de protection individuels, etc.). Cette obligation s'étend également aux sous-traitants déclarés du titulaire, dont ce dernier est responsable.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement des prestations, afin de soustraire à sa responsabilité. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des prestations du contrat. Il informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci.

Les prescriptions de l'organisme et de l'inspection du travail en la matière s'imposent à lui.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

Sécurité des matériels et des locaux

Les matériels utilisés par le titulaire ou mis à disposition par l'organisme doivent être maintenus en bon état de marche, utilisés conformément aux règles de sécurité en vigueur et satisfaire aux obligations de contrôle et vérifications imposés par la réglementation. L'organisme pourra exiger du titulaire, avant l'exécution des prestations, la présentation de tout document attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Signalisation

À la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de l'organisme, le titulaire prévoit le signalement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

Plan de prévention

Les dispositions prévues par le décret n°2008-244 du 07/03/2008, incluses au code du travail, seront appliquées dans le cadre du présent marché.

Conformément à ces dispositions, il est procédé, avant toute exécution du contrat, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire et le cas échéant, de ses sous-traitants.

Cette inspection a pour objet l'analyse en commun des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels de l'organisme, du titulaire et de ses éventuels sous-traitants. A l'issue de cette inspection, lorsque les risques existent, un plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de les prévenir est arrêté en commun et visé par l'organisme, le titulaire et ses éventuels sous-traitants.

Des inspections communes supplémentaires pourront avoir lieu chaque année pour assurer la coordination des mesures de prévention, entraînant si nécessaire une mise à jour du plan de prévention.

L'organisme peut désigner, auprès de l'intervenant du titulaire, un agent qualifié chargé de transmettre toutes les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de premier secours, afin de permettre la réalisation et la mise à jour du plan de prévention, ainsi qu'un agent chargé de veiller au respect dudit plan au cours des interventions des personnels extérieurs.

ARTICLE 10 – SOUS TRAITANCE

La sous-traitance des prestations objets du présent contrat est possible dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

L'article 3.6 du CCAG-Travaux décrit les modalités de sa mise en œuvre.

Sans préjudice de l'application des pénalités indiquées à l'article 8 du présent document, toute sous-traitance interdite ou occulte pourra entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

ARTICLE 11 – RESILIATION

Les principes généraux de la résiliation sont décrits à l'article 49 du CCAG-Travaux. En tout état de cause, le titulaire ne peut procéder de lui-même et à son initiative à la résiliation du marché. Celle-ci prend effet à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire.

11.1 – Résiliation de plein droit

Résiliation de plein droit pour impossibilité absolue d'exécution du contrat

Lorsque le titulaire est placé, du fait de la force majeure, dans une situation d'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du contrat, ce dernier peut être résilié de plein droit, unilatéralement et sans préavis par le pouvoir adjudicateur. L'indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire est cependant due et telle que prévue par l'article 50.4 du CCAG-Travaux ; sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

Résiliation de plein droit à l'initiative du maître d'ouvrage

L'organisme peut également résilier de plein droit et unilatéralement l'accord cadre, sans motif préalable d'impossibilité absolue d'exécution par le titulaire ou de force majeure. Dans ce cas :

- Un préavis peut être négocié librement entre les parties ; celui-ci ne saurait toutefois être supérieur à un mois, à compter de la date de résiliation.
- Le titulaire dont l'accord cadre a été résilié de cette manière bénéficie de l'indemnité prévue à l'article 50.4 du CCAG-Travaux. Sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

11.2 – Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation pour faute du titulaire obéit aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, avec possibilité d'exécution à ses frais et risques, conformément à l'article 52.4 du même document. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cadre de la résiliation pour faute. Sans préjudice de l'article 50.3 susvisé, cette résiliation pourra s'appliquer également :

- Dans les cas prévus par le code de la commande publique
- En cas de manquement d'une ou plusieurs des obligations prévues au présent marché et après mise en demeure restée dans effet.

Dans le cas où les travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Cette résiliation ne s'accompagne d'aucun préavis ni indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire.

11.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Elle obéit aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

11.4 – Résiliation à la demande du titulaire

Sans préjudice des dispositions du CCAG Travaux, le marché ouvre la faculté, pour le pouvoir adjudicateur, de prononcer une décision de résiliation à la demande du titulaire, si les motifs de la demande ne lui apparaissent pas incompatibles avec la satisfaction de ses besoins. En tout état de cause, l'acceptation du pouvoir adjudicateur est nécessaire pour prononcer la résiliation du marché. Celle-ci peut s'accompagner d'un préavis librement négocié entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, sans que ce dernier puisse pour autant prétendre à une quelconque indemnité.

11.5 – Autres cas de résiliation

Les autres cas de résiliation du marché sont prévus par les articles 50.1 et 50.2 du CCAG-Travaux. Toute résiliation prononcée sur le fondement de ces deux derniers articles n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11.6 – Résiliation pour dépassement de la clause de sauvegarde

En cas de non-respect de la clause de sauvegarde prévue à l'article 4.1 du présent document, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit et unilatéralement par l'organisme, dans les conditions du contrat, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 12 – DIFFERENDS – LITIGES – JURIDICTION COMPETENTE

Les prescriptions des articles 55 et suivants du CCAG-Travaux s'appliquent en matière de différends.

Le présent marché est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux marchés de l'URSSAF Normandie, dans les conditions définies par le décret n°2009-1455 du 27/11/2009, relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-Travaux : 4.1, 8.1.3, 12.3, 12.4, 14 et suivants, 38.

Annexe 1 – Définition des lots

Lot n°1 - Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Eure (27)

Lot n°2 - Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Seine-Maritime (76)

Lot n°3 - Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Calvados (14)

Lot n°4 - Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Orne (61)

Lot n°5 - Travaux de dépose et pose de vitrerie – département Manche (50)

Lot n°6 - Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Eure (27)

Lot n°7 - Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Seine-Maritime (76)

Lot n°8 - Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Calvados (14)

Lot n°9 - Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Orne (61)

Lot n°10 - Travaux de peinture et de pose de revêtements de sols souples et revêtements muraux – département Manche (50)

Lot n°11 - Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Eure (27)

Lot n°12 - Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Seine-Maritime (76)

Lot n°13 - Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Calvados (14)

Lot n°14 - Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Orne (61)

Lot n°15 - Travaux de pose et de dépose de menuiseries intérieures, cloisons, faux plafonds, serrurerie et quincaillerie – département Manche (50)

Lot n°16 - Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Eure (27)

Lot n°17 - Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Seine-Maritime (76)

Lot n°18 - Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Calvados (14)

Lot n°19 - Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Orne (61)

Lot n°20 - Travaux d'électricité CFO/CFA (hors maintenance) – département Manche (50)

Lot n°21 - Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Eure (27)

Lot n°22 - Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Seine-Maritime (76)

Lot n°23 - Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Calvados (14)

Lot n°24 - Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Orne (61)

Lot n°25 - Travaux de plomberie, pose et dépose d'éléments sanitaires – département Manche (50)

Annexe 2 – Adresse des sites compris dans la consultation

Rouen (siège social)

61, rue Pierre Renaudel
CS 92035
76040 ROUEN CEDEX 1

Dieppe

5, quai de Tonkin
76200 DIEPPE

Caen UNICITE

20 Rue Alfred Kastler
14000 CAEN

Alençon

Rue François Arago - ZA Ecouves
CS 30000
Valframbert
61250 ALENCON

Evreux

Parc de la Forêt
209 Rue Henri Becquerel
BP 250
27000 EVREUX

Le Havre

33 Rue Alexandre Durand
76600 LE HAVRE

Caen Isigny

22 Rue d'Isigny
CS 60001
14045 CAEN CEDEX 9

Saint-Lô

1 Rue de la Laitière Normande
CS 81313
50000 SAINT-LO CEDEX

Annexe 3 – Clauses relatives à la protection des données personnelles

L'Urssaf Normandie située à Rouen et représentée par sa Directrice,
(ci-après, « **le responsable de traitement** ») d'une part,

ET

Le titulaire du présent contrat,
(ci-après « **le Titulaire** »), d'autre part,

Les clauses de la présente annexe ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Urssaf Normandie les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : Travaux d'entretien et d'aménagement de sites tertiaires.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'URSSAF

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le Titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'Urssaf.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'Urssaf Normandie ou ne permettrait pas au Titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le Titulaire devra en informer l'Urssaf sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le Titulaire s'engage à rencontrer l'Urssaf aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le Titulaire doit informer l'Urssaf de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le Titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- A été conclu avec l'Urssaf préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le Titulaire se porte fort envers l'Urssaf du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés. Le Titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le Titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le Titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'Urssaf Normandie et accepté formellement par cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du marché, le Titulaire doit communiquer à l'Urssaf l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer l'Urssaf dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Urssaf comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Urssaf ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'URSSAF VIS-A-VIS DU TITULAIRE

L'Urssaf s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au Titulaire les données visées à l'article « description du traitement(s) des données à caractère personnel » ;
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

ARTICLE 4 - ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'URSSAF DE SES OBLIGATIONS

Le Titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'Urssaf dans le cas où l'Urssaf mène, pendant la durée du marché, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du Règlement.

Il apportera également assistance à l'Urssaf pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

ARTICLE 5 - SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du marché, le Titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'Urssaf, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

ARTICLE 6 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient à l'Urssaf de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

ARTICLE 7 - EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Le Titulaire doit aider l'Urssaf à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo.normandie@urssaf.fr

ARTICLE 8 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire notifie à l'Urssaf Normandie toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données de l'Urssaf dpo.normandie@urssaf.fr et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Urssaf Normandie, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du marché.

En outre, dans cette hypothèse, le Titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations de la présente annexe. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Urssaf Normandie de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

ARTICLE 10 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL EN FIN D'ACCORD-CADRE

Au terme du marché, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à :

Renvoyer toutes les données à caractère personnel à la personne désignée par l'Urssaf dans un format standard et facilement exploitable.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

ARTICLE 11 - DOCUMENTATION ET AUDIT

Le Titulaire met à la disposition de l'Urssaf la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Urssaf ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 12 - MANQUEMENT DU TITULAIRE

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations visées à l'article 9 du présent CCAP, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'Urssaf pourra décider de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.